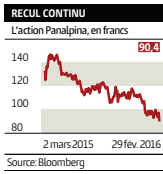


Economie & Finance

Panalpina: chiffre d'affaires en recul

Le chiffre d'affaires du groupe bâlois de transport et logistique a reculé à 5,85 milliards de francs en 2015, contre 6,70 milliards en 2014. Le bénéfice s'est établi à 88,2 millions.



ARUN JAITLEY

Ministre indien des Finances

«Nous voulons assurer une sécurité socio-économique à chaque indien, en particulier les plus vulnérables», a-t-il dit lors de la présentation d'un plan d'aide de 5 milliards de dollars aux agriculteurs.



+4,1%

LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) DE LA SUÈDE A BONDÉ DE 4,1% EN 2015. Ce chiffre représente une accélération par rapport à la croissance enregistrée en 2014 (2,1%), selon l'institut statistique national. La Banque de Suède tablait sur une croissance de 3,7% en 2015.

SMI	7843,63	↓	Dollar/franc	0,9969	↓
	-0,42%		Euro/franc	1,0830	↓
Euro Stoxx 50	2945,75	↑	Euro/dollar	1,0864	↓
	+0,57%		Livre st./franc	1,3873	↑
FTSE 100	6097,09	↑	Baril Brent/dollar	36,01	↑
	+0,02%		Once d'or/dollar	1234	↑

Iran, une visite officielle fructueuse

COMMERCE Deux sociétés faisant partie de la délégation économique emmenée par Johann Schneider-Ammann au moins ont conclu des lettres d'intention ce week-end à Téhéran. MSC pourrait investir des centaines de millions de francs dans les ports iraniens

SÉBASTIEN DUBAS,
DE RETOUR DE TÉHÉRAN

La délégation suisse a eu droit aux honneurs pour sa visite officielle en Iran, qui s'est déroulée de vendredi soir à dimanche matin. Le président de la Confédération, Johann Schneider-Ammann, a ainsi rencontré son homologue iranien, Hassan Rohani, et une dizaine de ministres parmi les plus importants du pays. Il a également rendu visite au Guide Suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, accompagné de 5 personnes dont le Conseiller d'Etat genevois Pierre Maudet. Un honneur réservé aux seuls chefs d'Etat, qui sont peu nombreux à s'être rendus en République islamique ces dernières années.

Les délégations économiques, elles, défilent à Téhéran depuis la signature l'été dernier d'un accord sur le dossier nucléaire. 140 d'entre elles auraient fait le voyage, selon l'ambassadeur de Suisse.

Pour cette visite expresse, le Conseiller fédéral chargé de l'Economie et des sciences avait emmené avec lui une délégation de 80 personnes environ. Dont 8 scientifiques et une quarantaine d'entrepreneurs. Au programme: visite au palais présidentiel, conférence à la Chambre de commerce, dîner dans un hôpital et exposé du modèle économique suisse devant des dizaines d'étudiants de la plus grande université de Téhéran.

Accès privilégiés

Parmi les membres de la délégation, on retrouve des représentants de Novartis, de Stadler Rail, d'ABB, de Schindler et, côté romand, de Caran d'Ache, de Firmenich, de Vacheron & Constantin ou encore de Lombard Odier. La liste des participants, préparée par Economie-suisse, n'a toutefois jamais été rendue public, certaines sociétés craignant apparemment de froisser leurs partenaires israéliens en se rendant en Iran.

Pour ces hommes d'affaires, ce voyage était avant tout l'occasion de



Johann Schneider-Ammann a rencontré son homologue iranien, Hassan Rohani, samedi à Téhéran. (EBRAHIM NORDOZI/AP)

38

C'est le nombre d'entreprises suisses qui ont participé au voyage officiel en Iran.

noyer des contacts et de se faire une idée du potentiel d'un marché de 80 millions de consommateurs. Certains en ont toutefois profité pour faire des affaires. «Deux ou trois participants devaient signer des accords lundi, a confirmé Johann Schneider-Ammann dans le vol de retour. Des sociétés qui, en participant à cette délégation, ont eu la chance de pouvoir accéder aux plus hautes autorités de l'Etat islamique.»

C'est le cas notamment de MSC Mediterranean Shipping Company. Président et directeur général de la société de transport maritime basée à Genève, où elle emploie 900 personnes environ, Diego Aponte faisait partie de la délégation économique. Dimanche, il a signé une lettre d'intention au Ministère des transports portant sur le développement de plusieurs ports iraniens, dont celui de Bandar Abbas.

Cette lettre d'intention représente une première étape en vue d'un investissement de plusieurs centaines de millions de francs. «Pour développer un port, soit l'infra- et la super-structure, il faut investir 500 millions au minimum, souligne Diego Aponte. Tout dépendra de ce que voudront les Iraniens, ce qui n'a pas encore été défini.»

Sanctions omniprésentes

La prochaine étape pour MSC devrait être de participer à un appel d'offres de la part des autorités iraniennes, probablement d'ici trois mois. Mais avant de signer tout contrat, Diego Aponte précise qu'il devra avoir toutes les garanties, à 100%, que les Iraniens avec qui il fait affaires ne sont pas visés par les sanctions américaines toujours en place. «Nous sommes très exposés aux Etats-Unis, si bien que nous ne pouvons prendre aucun risque», conclut-il.

La crainte des sanctions américaines était omniprésente au sein de la délégation suisse, notamment parmi les banquiers, qui restent profondément marqués par l'amende de 8,9 milliards de dollars

(autant en francs) infligée à BNP en 2014 pour avoir violé des embargos en Iran, à Cuba et au Soudan. «Le problème, c'est que d'un point de vue financier rien n'a changé, explique un banquier ayant fait le voyage mais préférant rester anonyme. Et que les établissements s'aventurant à traiter avec des Iraniens risquent toujours d'être sanctionnés par les Etats-Unis.»

Banquiers assaillis

Les attentes étaient pourtant immenses côté iranien. Notamment autour de Credit Suisse et d'UBS qui faisaient elles aussi partie du voyage. Le président Johann Schneider-Ammann a pu s'en rendre compte. A chaque séance de questions-réponses, que ce soit avec des journalistes, des officiels ou des hommes d'affaires iraniens, la même question est revenue sans cesse, avec assistance: «Quand est-ce que les banques suisses vont-elles revenir en Iran?»

Un mois et demi après l'entrée en vigueur de l'accord nucléaire, et alors qu'ils sont coupés du système financier mondial depuis le durcissement des sanctions en 2009, les Iraniens sont plus impatientes que jamais. Lors de tables rondes qui se sont tenues à la Chambre de commerce samedi, et pour lesquelles les organisateurs avaient enregistré plus de 600 inscriptions, les représentants des deux grandes banques ont littéralement été assaillis. «C'était un véritable traquenard», raconte, amusé, une source ayant assisté à la scène.

Ils ne sont pas les seuls à attendre un retour de l'Iran au sein du système financier. «Nous sommes aussi venus pour essayer de trouver des solutions de paiement», explique ainsi Maurice Altermatt, responsable de la division économique de la Fédération horlogère, au début du voyage. Et de conclure: «Je tire mon chapeau à ceux qui, malgré tout, ont continué à faire des affaires avec l'Iran durant ces quinze dernières années, ce n'était vraiment pas facile.»

Genève a perdu deux fois plus d'emplois que prévu

CONJONCTURE L'année 2015 a été d'une rare violence, en particulier pour le commerce de détail genevois. L'exercice en cours s'annonce meilleur. Quoique

Les diminutions d'effectifs dans le canton ont finalement été deux fois plus fortes qu'attendues. De 11% d'entreprises ayant annoncé des licenciements en 2015, le taux de sociétés à avoir procédé à des réductions de postes de travail s'élève en réalité à 22%. Telle est l'une des conclusions, liée au franc fort, issue de la 16^{ème} enquête conjoncturelle de la **Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG)** présentée ce lundi matin.

Dans le détail: 88 entreprises ont confirmé avoir licencié l'an passé jusqu'à 10%, voire 20% de leur per-

sonnel. Quelque 29 autres ont dû se séparer d'entre 21% et 40% de leurs effectifs. Mais si six établissements ont réduit leur volume de 41% à 50%, ils sont deux à avoir potentiellement fait faillite (entre 91% et 100% de suppressions de postes).

Comment s'annonce 2016? «L'exercice en cours ne peut pas être pire que 2015», estime Pierre Poncet, président de la CCIG. Quoique. Le franc fort est un phénomène appelé à persister. «Il s'agit d'un optimisme modéré, car les pertes d'emploi, ainsi que les délocalisations d'entreprises [elles étaient 25 à quitter le territoire suisse en 2015 et sont déjà 21 à annoncer leur départ cette année, ndr] devraient se poursuivre, voire même s'accroître», craint-il.

Selon Antonietta Frangi, présidente de l'organisation NODE, regroupant 1000 PME – soit l'équivalent de 8000 emplois – issues principalement du commerce de proximité genevois, «2015 a été une année d'une rare violence». Avec des chiffres d'affaires en recul de 6% en moyenne dans la branche. «Mais aussi avec des pointes de -12% dans le textile, -25% dans le luxe et même -30% pour certains rien que l'été dernier», signale-t-elle.

250 à 300 postes supprimés

De son côté, Philippe Echenard, directeur général de Migros Genève, déplore également une année compliquée pour les gros détaillants. «L'alimentaire accuse un recul de son chiffre d'affaires de 4 à 4,5%, alors que

les autres segments observent un manque à gagner de 5 à 10% en moyenne», relève-t-il. A l'échelle du Trade Club, regroupant les plus grandes enseignes de distribution du canton, l'exercice 2015 s'est soldé par des ventes de l'ordre de 3 milliards de francs, soit une diminution de 150 à 200 millions par rapport à 2014. «Traduit en rentrées fiscales, ce ne sont pas moins de 10 millions qui sont partis à l'étranger», estime-t-il.

Migros dit avoir réinvesti 65 millions de francs à Genève l'an passé pour améliorer son offre. «Mais nous avons toute de même dû nous séparer de 78 collaborateurs, sur les 250 à 300 perdus dans la branche l'année dernière», conclut-il. ■

DEJAN NIKOLIC

PUBLICITE



Edgar Brandt
Advisory

Value generation
Conseil en gestion d'entreprise

Tél. +41 22 799 42 80
www.eb-advisory.com
info@eb-advisory.com

